

De Gaulle et Thorez se disputent
une trique:
LA CANNE
à Leclerc

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 187

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
VENDREDI 24 JUIN 1949

Le numéro : 10 francs

LA BATAILLE D'ALÉSIA N'A PAS EU LIEU

UN nouveau support publicitaire est né : le cadavre de Leclerc. De son vivant, haï par de Gaulle, injurié par les stalinien, il est maintenant l'objet d'une farouche compétition. Chacun ayant compris que les « glorieux soldats » sont des panneaux dans lesquels tombent aisément certaines fables résolvant patriotiques et indécorables, il s'agit de savoir à qui appartient Leclerc.

Les deux manifestations qui se sont déroulées à la Porte d'Orléans ont été exactement les mêmes. A un tel point qu'un bon patriote, soucieux de remplir ses devoirs envers les représentants en pied de la « mère-patrie », eût été parfaitement à son aise aussi bien chez de Gaulle que chez Hénaff.

D'un côté comme de l'autre, soutanes et ferblanterie, drapeaux et Marseillaise vibrante, exaltation des « vertus guerrières » et des « ciels de gloire », et serments solennels pour la défense des institutions républicaines. Seul le « discret » cordon de policiers casqués et matraque en main, prêts eux aussi à s'immoler pour la « grandeur » de la France, rappelait qu'il s'agissait de deux boutiques différentes, organisant l'exhibition foraine de leur raison sociale, rénovée grâce à l'opportuniste trépas d'une culotte de peau.

Pendant que se déroulaient les préparatifs de cette kermesse tricolore, Moch, jumelles en main et du haut d'un clocher, observait les mouvements de ses troupes, rêvant de passer foudre de guerre et de voir son nom accolé à celui de Vercingétorix. Hélas ! la bataille d'Alésia n'eut pas lieu.

On avait, en effet, pensé que Leclerc, représentant un butin de choix, aurait fouetté l'esprit conquérant des foules ameutées par une puissante campagne d'affiches. Il n'en fut rien, chacun se contentant de crier très fort, et aujourd'hui encore le « libérateur » de Paris attend que le sort lui désigne un propriétaire officiel.

D'ailleurs, les Parisiens avaient tout de même préféré aller à la pêche, et en tout et pour tout il n'y avait pas 50.000 moutons à la Porte d'Orléans, et les maigres n'en sont pas revenus. L'humanité, gênée aux entournures, annonce en tout petits caractères 200.000 et les gaullistes 100.000. Ces chiffres sont truqués et témoignent du désappointement et de l'embarras des arlequins tricolores des deux bords. Le peuple de Paris comprend instinctivement qu'en France, comme dans tous les pays où le culte du cadavre et de l'affût de canon est en honneur, on prépare, pour un motif ou pour un autre, des lendemains qui saignent.

Pourtant, nous constatons, et avec tristesse, que des travailleurs qui hésitent à déclencher une grève se sont dérangés pour acclamer le nom d'un général qui ne rêvait que force et arbitraire.

Cette dégénérescence est l'œuvre du P.C.F., qui s'efforce par tous les moyens de ravalier la conscience des travailleurs au niveau du plus abrutissant chauvinisme.

Et son attitude est encore beaucoup plus ignoble que celle des gaullistes, ces derniers ayant le courage d'afficher cyniquement leur volonté fasciste.

Que le peuple des travailleurs abandonne les Leclerc, Jeanne d'Arc et autres Foch aux stalinien et aux gaullistes. Ils n'ont que faire de ces « célébrités » dont l'existence ne se justifie que par un nombre imposant de croix de bois.



DE LA RÉSISTANCE A DELORE

LE CADAVRE MAQUILLÉ

Le suicide de celui — que pour se faire pardonner de l'avoir appelé le colonel Delore la presse à gages ne nomme plus que l'escroc Lacore — met le point final à une série de faits qui dépassent de beaucoup la « comploterie » de la Pentecôte.

On épiloguera longuement sur le mystère de la 6^e division, et nous qui pouvons nous vanter d'être du bâtiment — nous l'avons habité — nous sommes restés plein d'admiration devant la virtuosité du défunt, qui a réussi à s'accrocher à un robinet en col de cygne perché à 1 m. 10 du sol et protégé par ce que les échetiers appellent pudiquement les « toilettes ».

Le suicide de Delore, chef du réseau « Arius », s'ajoute à un certain nombre d'incidents qui depuis l'affaire Hardy jusqu'à la liquidation du procureur de la Libération, le sieur Boissarie, en passant par les histoires Joanovici, Piednoir, Charly, Marchal, Prot, etc., ont contribué à déchirer le voile qui recouvrait ce que les politiciens ont appelé LA RÉSISTANCE.

Delore, fasciste impatient, comploteur ? Pas plus que Joinville certainement, pas moins que tout ce personnel hiérarchiquement placé à la tête des réseaux entre 1940-45 et ayant trouvé plus avantageux de monnayer le sacrifice de milliers d'obscurités à l'intérieur des partis traditionnels, voire d'en créer un.

Un seul lien semble devoir rattacher entre eux ces « héros » déchus : c'est la volonté de jouer un rôle sans que les convictions philosophiques ou les scrupules moraux soient des obstacles bien compliqués à « couronner ».

Les langues qui commencent à se délier nous montrent à travers le fait divers, tel celui d'Abbeville ou celui de Toulouse, c'est-à-dire de la résistance d'extrême droite comme d'extrême gauche, enclins à exagérer leur « honnête pourcentage » sur la récupération des fonds nécessaires à la lutte contre l'occupant.

Nous parlons, bien entendu, de ceux dont les exploits parviennent à nos oreilles à travers les échos de prétoire, car les autres... !

Les autres, ils sont composés de milliers de braves gens qui, comme d'autres milliers de braves gens, leurs anciens adversaires, ont été « possédés ».

Des larmes, des sacrifices, de l'héroïsme même, pourquoi ? Pour voir peu à peu la Résistance tirée, la Résistance décorée, la Résistance arrivée, dévoiler son vrai visage, un visage singulièrement ressem-

par MONTLUC

blant à celui que la collaboration nous avait déjà fait connaître.

Même absence de scrupules, même vénalité, même arrivisme forcené.

Les décorations ont changé de poitrine ; les morts, eux, dorment sous la même terre ; les vivants, eux, portent la même croix.

PREMIER RÉSULTAT

Ce n'est pas en vain que nous avons fait appel aux militants, à nos amis, à nos lecteurs ! Un premier résultat est atteint et nous sommes heureux de pouvoir leur annoncer que l'effort qu'ils ont fait — effort s'apparentant pour beaucoup à un sacrifice — porte ses premiers fruits. Le « Libertaire » remonte la pente ! Mais les difficultés qui nous assaillent sont bien loin d'être toutes vaincues.

Amis, il faut continuer, persévérer ; il faut agir ! Et agir n'est pas uniquement le fait d'envoyer des mandats. D'autres moyens s'offrent à votre activité ! Venez le « Libertaire », à vos voisins. Promettez-vous d'en diffuser, ne serait-ce que trois numéros et faites des abonnés ! Si chaque lecteur, chaque sympathisant, chaque militant prend cet engagement moral, la vente triplera et le rayonnement de la pensée libertaire sera intensifié.

La parution de ce numéro ainsi que celle du numéro précédent est due à un sur-saut de la conscience des hommes libres. Il faut que l'émotion provoquée par nos appels fasse place à la volonté permanente de maintenir le « Libertaire », dernier bastion de la Liberté.

VU DE GRENOBLE

Le cirque républicain coûte cher

Il y a environ six siècles, le Dauphiné était rattaché à la France. M. Vincent Aurioi, président de la République, a profité de cet anniversaire pour effectuer une tournée électorale dans l'Arèche, la Drôme et l'Isère.

Plein de rondeur présidentielle, attrapant au passage les maigres applaudissements des badauds, il a prononcé des paroles évidemment historiques qui prendront place dans l'anthologie du bla-bla officiel.

Il n'est pas un ouvrier qui se soit dérangé pour aller regarder le défilé. Il n'est pas un fonctionnaire, sauf ceux en service commandé, qui ait eu l'envie de perdre une demi-journée de travail pour se rendre sur le passage du cortège.

Ni enthousiasme, ni haine ; indifférence.

Car enfin, ce voyage laïque et républicain a coûté environ 50 millions, alors qu'aucune raison sérieuse n'existait pour justifier ce déplacement. Et cela au moment où les ministres s'efforcent de crier que le temps est venu pour les économies, et que toute la population doit se serrer la ceinture pour que la France (qui est-ce ?) soit belle, forte et heureuse.

Et dans son train spécial (la S.N.C.F. n'est-elle pas déficitaire ?), le premier

magistrat de la République a réuni les journalistes pour leur faire part (titre sur quatre à la une) que ce n'était que pour la Nation (avec majuscule) qu'il consentait à poursuivre un tel effort.

Rien ne pouvait mieux illustrer la triste situation d'un régime qui ne tient que par l'habitude et l'incommensurable dévouement de ses adversaires, que cette promenade officielle.

Cer enfin, si le président, au lieu de circuler en voiture découverte et saluer de la main les enfants venus avec leurs drapeaux payer leur journée de congé, s'était plu à visiter les quartiers pauvres, il aurait connu la vraie face du système social actuel : les Nord-Africains dépendants — qu'il n'a pas voulu voir en Algérie — les taudis nombreux où s'entassent les prolétaires, les longs murs gris des usines noires où tourbillonnent les loyaux sujets.

Il a préféré, Vincent Aurioi, ne prendre contact qu'avec ses préfets, ses flics et ses clients. Il ne connaît rien de plus que ce que racontent ses rapports officiels.

Mais nous n'y étions pas, encore que nous nous réservons de nous faire connaître autrement qu'à travers des mascarades du VI^e centenaire.

TABET.

RÉFLEXIONS SUR LA GRÈVE des Fonctionnaires

par Jean CLARI

SELON « Franc-Tireur », la grève d'avertissement des fonctionnaires a été un succès ; selon « Le Monde », un demi-échec. Chacun juge et exploite ce mouvement en fonction d'intérêts particuliers et bien étrangers aux intérêts véritables qui sont en jeu.

Encore une fois, nous ne serons ni avec les uns, ni avec les autres, et nous dirons, avec notre franchise coutumière, que ce mouvement, même s'il avait été observé à 100 p. 100, n'aurait pu faire avancer d'un pouce les légitimes revendications des travailleurs de la fonction publique.

Les hésitations, les flottements, les défections que l'on a constatés un peu partout, l'attitude inadmissible — pour ne pas dire plus — de la F.E.N., témoignent de la part des dirigeants syndicaux, de leur peu de confiance quant à la combativité de la base et, de cette dernière, d'un pessimisme issu des multiples échecs qu'elle essuie depuis la Libération.

La grève « temporaire » dite d'avertissement est, aux yeux des véritables syndicalistes, un geste pour rien, et aux yeux des indifférents, un manque à gagner probable et des ennuis inutiles.

« Prévenir » l'Etat-Patron c'est accepter implicitement sa domination, c'est lui faire entendre que l'on sera bien sage pour peu qu'il veuille accorder des salaires et traitements décentes.

De surcroît, les revendications formulées sont en contradiction absolue avec les buts de libération révolutionnaire qui doivent être à la base de toute agitation sociale si l'on veut obtenir un résultat positif.

En s'obstinant à conserver le maquis des échelles de traitements, en sacrifiant tous les efforts pour des histoires de reclassement, on ne fait que consolider

(Suite page 2, col. 2.)

Des avions de chasse aux villes sans égouts

par Pierre DUPRÉ

S OIXANTE-SIX mille hommes affectés aux corvées de « pluies » et au maniement d'armes, des cadres surabondants, exactement : un colonel virgule quatre par avion, des avions plus ou moins démodés et pour entretenir ces escadilles à la mexicaine, 10 milliards par mois, voilà l'armée de l'air française. Le ridicule de cette situation est devenu tellement notoire, que certains députés s'en sont émus et ont demandé des éclaircissements lors du débat qui précéda le vote du budget de l'aviation militaire.

M. André Monteil (M.R.P.) notamment, se demande si les 10 milliards accordés suffiraient pour doter l'armée d'avions modernes construits en série. Evidemment non. Et M. Queuille alors, monte à la tribune et explique qu'il ne peut dépasser le plafond établi par la loi des maxima. Cependant il demandera à l'Assemblée de « créer des ressources supplémentaires », et nous savons ce que cela veut dire, dès qu'un programme de construction aéronautique sera arrêté sous réserves bien entendu que les usines soient capables de l'exécuter, (ce qui reste encore à démontrer). Et, sur ces belles paroles, la Chambre vota le budget, bien qu'étant avertie de l'inutilité d'une armée de l'air virtuellement sans avions ! Lors du débat sur le budget militaire M. Chaban-Delmas (rad.-soc.) n'avait-il pas dévoilé au sujet de l'aéro-naval, que sur 36 avions embarqués, 26 ne peuvent prendre l'air ?

Cela nous réjouit intensément comme nous réjouit la cherté de l'armée française dont le rôle n'est que de maintenir le brigandage colonial et rétablir « l'ordre » si d'aventure les travailleurs se dressaient à quelque action d'envergure.

*

Le « Monde » du 20 juin s'attend à ce que l'Assemblée nationale pose la question : « Que deviendrait un grand pays sans une grande aviation ? » car la noble tradition exige d'importantes forces, d'énormes stocks de bombes pour que se consacre la « grandeur » d'une nation. Nous ne sommes pas de cet avis. Nous pensons que la véritable grandeur d'une collectivité humaine ne se mesure pas à sa puissance de destruction, mais au niveau de vie maté-

riel de ses membres et à leur évolution intellectuelle.

Dans l'état actuel de la France il est absurde — mais qu'est-ce qui n'est pas absurde dans cette société ? — de construire d'énormes pagayots aériens genre « Cormoran » ou « Armagnac », ou des avions de chasse à réaction et autres joujoux meurtriers. Mieux : une aviation civile est tout autant inutile qu'une aviation de guerre. On devrait limiter le trafic aérien à des objectifs nettement utilitaires et dont bénéficierait l'ensemble de la population : fret aérien, aviation scientifique et médicale, lutte contre les fléaux naturels, invasion d'insectes par exemple. Là devrait s'arrêter, pour le moment, le domaine de l'aviation, attendu que son utilisation pour les déplacements de quelques gros richards, ministres, présidents et généraux est un luxe qu'une nation appauvrie ne peut se permettre. Plus précisément ce luxe n'existe que par le maintien dans la misère et la médiocrité de larges couches populaires. Et on n'a pas de quoi être fier d'avoir un « Cormoran » lorsque l'on sait que toute la banlieue marseillaise est démunie d'égouts et que les habitations, à Mazargue par exemple, n'ont même pas de fosses d'aisance. A l'heure où s'envole le puissant « Cormoran » pour quelque croisière de propagande dans le rayonnement d'un soleil matinal, le

(Suite p. 4, col. 1.)

**RETENEZ CETTE DATE
10 JUILLET**

**Le Comité de soutien
du « Libertaire »
organise une grande
fête champêtre**

A ACHÈRES

**Grand rassemblement de
tous les Amis du « LIB »**

A BERLIN LES CHEMINOTS se dressent contre tous les occupants

par ERIC ALBERT

APRÈS un mois de grève, les cheminots de Berlin n'ont encore rien perdu de leur combativité et placent Stalins et Américains dans un embarras curieux.

Après avoir bénéficié — il faut bien le dire — de l'aide à peine camouflée des « occidentaux » dans leur lutte contre les briseurs de grèves « communistes », ils se retrouvent aujourd'hui à peu près isolés et en butte à l'hostilité ouverte des Soviétiques, à l'opposition sourde des Américains et de la municipalité de Reuter ; mieux : tout dernièrement les dirigeants de leur propre syndicat, l'U.G.O., manifestèrent leur désir de voir s'arrêter un mouvement qui, de plus en plus les dépasse ; consultés par référendum, les cheminots à la quasi unanimité, décidèrent la poursuite du combat et imposèrent leur volonté. Le Comité directeur s'inclina et assura les grévistes de son plein appui.

Les journaux stalinien ont tous affirmé que cette grève est purement politique et même qu'elle a été fomentée par les « Occidentaux ». Dans ces affirmations, il y a un peu de vérité, parce que nous dans un amoncellement de mensonges ; nous allons essayer de tirer tout cela au clair.

Il est vrai que l'ordre de grève, accepté dans l'enthousiasme, fut lancé à une date particulièrement bien choisie : les Russes, coup sur coup, venaient de subir deux rudes échecs : échec de la levée du blocus, échec des 40 % de non aux élections du Congrès du Peuple. Il est sans doute vrai également que l'U.G.O., syndicat anticommuniste, conseillé en coulisse et par les « Oc-

cidentaux » et par la municipalité, déclencha la grève au moment même où s'ouvrait à Paris la conférence des « Quatre », et démentait ainsi spectaculairement les affirmations de Vychinski selon lesquelles le peuple allemand est avec les Soviétiques.

Mais on oublie un peu trop de mettre en relief les revendications des cheminots, revendications qui sont la base véritable de leur action, les incidences politiques n'étant que pures coïncidences pour une fois favorables à ces travailleurs qui attendaient toute cette grève, leur salaire payé en marks « orientaux » ne leur permettant pas de manger à leur faim. D'autre part, ils exigent la réintégration de 1.200 cheminots congédiés par les Soviétiques pour délit d'opinion et la reconnaissance de leur syndicat par la direction, sous contrôle russe, des chemins de fer.

*

Comme un coup de foudre, la grève éclata le 22 mai et séance tenante, est soutenue par toute la population berlinoise. Les Soviétiques alors réagissent à leur manière, essaient de briser le mouvement, tirent sur la foule : deux morts, 500 blessés. Hitler n'aurait certes pas désavoué de telles méthodes. Mais les cheminots, loin de se laisser abattre, réagissent, passent à l'offensive, occupent les gares, sabotent les aiguillages, attaquent de front jaunes et policiers « orientaux ».

Les « Occidentaux » restent neutres, du moins en apparence. Ces échauffourées, ces morts, ces blessés, cette colère trop longtemps

LES RÉFLEXES DU PASSANT



DE L'ABSURDE AU RATIONNEL

J'ai épinglé dans ma galerie des phénomènes un certain Robert de Traz qui épanche ses ardeurs chrétiennes dans « Réforme », journal syndical sérieux, rangé et fortement imbibé d'eau bénite.

Traitant de l'absurdité apparente de ce monde il conclut en termes clairs et lumineux comme une flamme de cierge, qu'en vérité tout est rationnel et que seuls les mécréants de mon espèce sont des corniauds qui ne comprennent rien à rien. « Nous avons supprimé Dieu, dit-il, et une création sans Créateur devient inexplicable. L'irrationnel n'est pas dans le monde, mais en nous... il faut transcender les apparences ». Et plus loin, pour finir : « Conclure de notre propre incurie à l'absurdité générale c'est être absurde soi-même ».

Dès lors, tout s'explique, tout est harmonieux, équilibré, parfait et ce qui nous semble injuste, ou idiot, ou criminel est à la louche, ou purifié ce que le grain de pore est au fromage de tété.

Par exemple : les travailleurs ont des salaires tout à fait insuffisants ; c'est rationnel car il faut bien que M. Rosegarat puisse laver sa voiture au champagne.

J'habite une mansarde. L'été j'y mijote toute la nuit comme une marmite de tripes dans le four du bouillanger, et l'hiver, lorsque je fais pipi, je reste enchaîné à mon pot de chambre. Mais mon propriétaire a une chasse en Solagne et un appartement de vingt pièces pour lui et sa femme. Ça aussi, c'est rationnel et pour les mêmes raisons que l'exemple précédent.

La guerre a fait cent millions de machabés. Quoi de plus rationnel ? Le bon Dieu est content et c'est ce qui importe. Bon. Vous trouvez votre femme couchée avec un gendarme. C'est rationnel. Vous êtes constipé, c'est rationnel. On chauffe les locomotives avec du café, au Brésil, et vous buvez des infusions de coques de cacahuètes. Rationnel ! Rationnel !

POUR

« Le Libertaire »

Chèvre, 400 fr. ; Bouyer, 90 ; Gido avec des copains, 150 ; X., 100 ; X., 1.000 ; Groupe d'Asnières, 1.000 ; Bouccran, 60 ; X., 500 ; Cécile, 450 ; Calvès, 500 ; Perrin, 20 ; Groupe Est, 5.050 ; Jung Blut, 1.000 ; J. Bossé, 1.000 ; Bénédicte Est, 450 ; S.A.T. Amo, 35 ; Crinière, 100 ; Groupe Paris Jeunesse, 4.000 ; Groupe Versailles, 1.000 ; Davy, 50 ; Lefebvre M., 100 ; Gonzales, 260 ; Ugené, 15 ; Slavens, 40 ; Groupe Colombes, 750 ; X., 75 ; Montagu, 200 ; Aunat, 100 ; Hispano Colombes, 1.000 ; Maître H., Groupe de Lons-le-Saunier, 600 ; Davesne, 500 ; Théodore R., 500 ; Stock, 200 ; Fontaine G., 1.000 ; Fontaine Isa, 1.000 ; Brunet, 25 ; J. Moreau liste F., 430 ; Morel, 100 ; Fontero, 200 ; Marius, 50 ; Charcutier IX, 130 ; Vendeur IX, 60 ; R. Lapeyre, 100 ; Le grand, 200 ; Gil Paris V., 500 ; Gisle, 500 ; Quer M., 50 ; M. D., 20 ; Eugène Napoléon, 50 ; Chapalain, 100 ; Tuteur, 100 ; Un camarade, 100 ; Berthe, 100 ; Lola Levallois, 150 ; Chauvet, 500 ; Labaeye, 250 ; Une Abonnée, 90 ; F. Brussiger, 100 ; Y. Delaunay, 100 ; A. Antoine, 1.000 ; Fassot, 500 ; H. et B., 200 ; un Sympathisant, 1.000 ; X., 100 ; Boudoul, 50 ; X., 100 ; Krouane, 200 ; J. A., 50 ; Ridé, 50 ; Monnet, 100 ; X., 200 ; Sortie champêtre B.-O., 1.050 ; vendeur Port Orléans, 50 ; Laverie, 120 ; Meyer, 100 ; Yernel, 150 ; Baptiste, 100 ; Baujouan, 100 ; X., 270 ; Un ouvrier Mazda, 300 ; Groupe Pax XV, 100 ; X., 65 ; Savoy, 60 ; Gracia, 100 ; X., 100 ; des camarades S.A.D.I.R., 500 ; Bec, 50 ; Pedron, 40 ; Pereni, 1.000 ; Villanne, 125 ; Carlier Lille, 350 ; Lecho, 50 ; Ruchan, 50 ; E. Perrier, 140 ; Counet et Ledur, 250 ; Buatores, 110 ; Barthez, 50 ; Volturin, 500 ; Maupin, 200 ; Trellayer, 200 ; Fouyer Groupe E. Reclus, 440 ; Bourg, 100 ; Meurant Groupe Croix, 300 ; Guignard, 500 ; Gardebois, 100 ; Cabasson, 50 ; Bruno, 50 ; Ruan, 500 ; Pallanca C.N.T., 300 ; Deahaye, 500 ; Foucard, 500 ; Champeau, 500 ; Serra Groupe d'Aix, 1.500 ; Saché, Groupe Thonon, 2.330 ; Saumer, 1.000 ; Plazonet, 100 ; Chaillot, 100 ; Rougier, 100 ; Groupe Lille Carlier, 1.100 ; Dugratoux, 170 ; Ano, 300 ; Meuren, 200 ; Jacques et Henri de Bellac, 1.000 ; Camille, Angèle, Camille, 300 ; Groupe Neux-Mines, 800 ; Brun, 1.000 ; Mouty, 200 ; Dupin, 100 ; Berthet, 200 ; Dubost, 120 ; Morel, 630 ; Mouchard, 300 ; Bastien, 1.000 ; Laurat, 30 ; Quatre Amis, 1.600 ; Blm, 50 ; Houdeville, 250 ; Groupe Centre Marseille, 1.500 ; Lefèvre, 200 ; J. Robert, 50 ; Le Hérisson Narbonne, 500 ; Vivaldi, 40 ; G. Renard, 100 ; Martin, 500 ; Doukhan, 500 ; Plain, 1.000 ; Louit, 100 ; Duteil, 70 ; Santucci, 50 ; Bouandouso, 50 ; X., 300 ; Vimper, 100 ; Bejean, 100 ; Cedo, 300 ; Altes, 120 ; Pruvail, 100 ; Tarsicio, 150 ; Gadona, 50 ; Carmona, 100 ; Santos, 100 ; Jarno, 100 ; Prospero, 100 ; Devaine, 100 francs.

TOTAL DE CETTE LISTE : 48.045 FRANCS

Vous élevez votre garçon avec amour. Vous le choyez, le dorloitez, vous veillez à ce qu'il ne manque de rien. A vingt ans, lorsque enfin il est bien gras, bien beau, bien frais on l'expédie en Indochine. Ça aussi c'est rationnel parce qu'une des matières premières indispensables aux pneus et aux actionnaires de Goodrich-Colombes c'est le « mort héroïque ».

Le tout, ami lecteur, c'est d'avoir la foi et surtout de ne pas se fier aux apparences. Rien de plus trompeur que les apparences ! Le bon Dieu sait ce qu'il fait. C'est un petit malin. Armez-vous de patience et utilisez la méthode Coué. Et marchez dans la vie en baissant les yeux et en priant. Vous irez au paradis, un paradis tout ce qu'il y a de rationnel. Et vous y serez en bonne compagnie avec les Torquemada, les Borgia et les Robert de Traz.

OLIVE.

Grève des fonctionnaires

(Suite de la première page.)

der la structure complexe de la machinerie étatique, on calme les appétits culinaires et on étouffe les volontés émancipatrices. La hiérarchie — miroir aux alouettes — des petits fonctionnaires en mal d'avancement est ainsi conservée et renforcée par ceux-là même qui en subissent journellement les méfaits.

Le problème de la fonction publique est donc mal posé, ou plus précisément il n'est pas posé du tout.

Un véritable mouvement revendicatif — et surtout chez les fonctionnaires, nous verrons pourquoi — doit d'abord s'inspirer de la volonté profonde d'écraser la hiérarchie, d'unifier salaires et traitements, leur diversité incroyable étant précisément la meilleure arme de répression et de division que possède l'Etat. Toute augmentation par voie de pourcentage, primes, boni, etc., ne peut aboutir qu'à une soumission plus grande du personnel dupé par une amélioration éphémère, au développement de l'égoïsme individuel et borné, à l'effritement de la solidarité et à la négation de l'intérêt collectif qui est le total de tous les intérêts particuliers. Et l'Etat-Patron surmonterait l'épreuve par un sacrifice financier inscrit au débit des contribuables et serait encore plus fort qu'avant, ses « serviteurs » s'estimant satisfaits.

Un grand nombre de fonctionnaires, Finances, ministère des Colonies, Intérieur, etc., ne sont au fond, qu'ils le veuillent ou non, que les agents de répression au service de l'Etat et par conséquent du capital. Les autres, P.T.T., services de nettoyage, etc., sont réellement au service du public mais exploités souvent plus férocement que par des entreprises privées. Or, les uns comme les autres forment la structure complexe de l'Etat qui entretient des organismes purement répressifs en même temps qu'il s'adapte des services

(Suite de la première page.)

leur police. Les Russes s'inclinent, perdent la face, en même temps que toute possibilité de briser la grève. Gares et nœuds d'aiguillage sont alors occupés par les piquets de grève, ouvertement soutenus par la police occidentale. Les Soviets rongent leur frein. Tout leur système ferroviaire est paralysé et l'acheminement des convois chargés des prélèvements au titre de réparations vers l'U.R.S.S., impossible. S'ajoutant au contre-blocus qui dure depuis plus de 10 mois, la « Reichbahn » (chemins de fer), ne peut se payer le luxe d'une telle grève. La situation est grave, surtout qu'il est pratiquement impossible de s'opposer aux volontés américaines au moment où Vychinski négocie à Paris des accords économiques d'une importance capitale. C'est alors que s'amorce le premier recul des Russes. M. Kreikemayer, directeur en chef des chemins de fer allemands de zone orientale, soumet un plan aux autorités soviétiques qui permet de faire

payer, en zone occidentale, les billets en marks Clay, et de régler 60 % des salaires au moyen de la même monnaie. Les cheminots refusent, durcissent leur position, exigent 75 %, la reconnaissance de leur syndicat et surtout la réintégration de leurs camarades licenciés. Quant aux autorités occidentales, elles déclarent se désintéresser d'une affaire purement allemande. Pourtant, on commence à percevoir que la grève les gêne, le rétablissement des trains avec l'Allemagne occidentale étant de ce fait rendu impossible. Aussi, lorsque le 4 juin, les Russes, de plus en plus pressés de liquider cette affaire, proposent une réunion des quatre commandants, ils sautent sur l'occasion. La discussion tourne court, les Soviets ne voulant absolument pas reconnaître l'U.G.O. ni réintégrer les cheminots.

Les Américains, alors, changent brusquement d'attitude et convoquent le maire du Berlin occidental, M. Reuter. Jusqu'à présent, ce dernier avait servi d'intermédiaire entre les grévistes et la direction des chemins de fer et suivi, avec une scrupuleuse obéissance, les ordres plus ou moins secrets des « Occidentaux ». On le met en demeure de faire cesser la grève et le général Howey, arguant du soul de ravitailler les Berlinois, s'adresse personnellement aux grévistes.

Mais ceux-ci ne veulent rien savoir et restent sur leur position. Leurs revendications doivent être toutes satisfaites et ils se refusent à céder la moindre des choses.

Pourtant les circonstances ont bien changé. Municipalité, presse, et même syndicats, se retournent contre eux, faisant ainsi preuve d'une étonnante servilité à l'égard des « Occidentaux » qui, maintenant, sont en fait d'accord avec les Russes pour briser la grève !

La politique qui, au début, était apparue comme une alliée inattendue, s'oppose maintenant aux grévistes et toutes les girouettes de suivre le mouvement.

On avait cru pouvoir utiliser sans risque la grève des cheminots comme une puissante machine contre les Soviets. Mais les apprentis-sorcières ne peuvent plus arrêter le balai, la grève se poursuit, seule, mais toujours puissante, et elle prend maintenant son vrai visage. Elle est une grève revendicative pure. L'hypothèque politique ayant disparu.

Contre les deux municipalités, contre les forces occidentales, contre les forces soviétiques, mais, ne l'oublions pas, toujours, soutenus par une imposante fraction de la population berlinoise, les cheminots soutiennent un dur et magnifique combat.

Souhaitons ardemment que la victoire couronne leurs efforts et surtout que leur mouvement ne puisse en aucun cas donner prétexte à des manifestations chauvines.

Comme en France où chaque grève est étiquetée « communiste » en Allemagne, chaque mouvement social risque d'être sali par l'accu-

sation de nazisme. Là est le danger, les nationalistes nourrissant une égale haine envers les Soviets comme envers les occidentaux, et pouvant exploiter cette grève qui jusqu'à présent n'a présenté qu'un caractère purement ouvrier et révolutionnaire.

Permanence de la lutte sociale

Les méthodes d'action sociale se modifient avec l'industrialisation. Si les facteurs humains s'agglomèrent, l'Etat possède des moyens industrialisés de faire sentir sa présence ou montrer son mépris des forces révolutionnaires qui veulent se passer de lui.

Carl Clausewitz disait que la guerre continue la politique par d'autres moyens (1). Cela doit faire comprendre à ceux qui pensent à la paix sans Révolution que la Révolution en détruisant la raison des guerres peut rendre impossible les guerres elles-mêmes.

L'ampleur gigantesque de la tâche à entreprendre doit-elle décourager les efforts visant à accumuler suffisamment de forces, d'énergie, de conscience, de compréhension pour détruire dans la politique la conception capitaliste et étatique de la vie sociale ?

Au moment même où le profit est un obstacle à l'expansion économique il est utile que l'idée de la production basée sur la satisfaction des besoins se répande, qu'elle ne reste pas seulement dans les esprits, statique, somnolente, mais qu'elle prouve son efficacité dans une organisation économique dépourvue de la vénalité, de l'esprit de calcul qui se confond avec la mentalité capitaliste.

L'apreté commerciale, l'absorption de l'Etat envahissant, la cupidité cléricale contrastant avec le dédain verbal des richesses, c'est ce sens pourrissant de la vie sociale qui doit disparaître.

Le chômage américain, anglais et français prouve la malfaisance du capitalisme pour qui la prospérité c'est l'armement.

L'Etat qui lui vient en aide en l'absorbant montre dans les conflits sociaux les armes que le progrès technique lui met en main pour se ruer sur les revendicateurs.

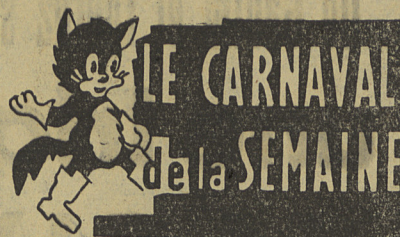
Dans les systèmes planifiés où l'Etat maître de toutes les branches de l'économie se vante de résorber le chômage, la malfaisance de l'Etat-Capital ne diminue pas. Il fixe les salaires avec l'idée de manger du revenu national la part léonine. Le système policier omniprésent, les fanatiques gorgés de privilèges maintiennent les récalcitrants.

Les éléments populaires sentent d'instinct que le progrès technique ne résoudra pas le problème social tout seul, sans qu'ils y prennent part.

Dans la lutte sociale pénible de tous les jours qui se confond avec la lutte pour le droit à la vie, les couches sociales accablées par l'Etat, le capital et ses produits préparent avec une précision qui s'accroît avec le temps, une lutte plus vaste, plus profonde d'où sortira la forme de vie sociale satisfaisante.

ZINOPOULOS.

(1) Clausewitz. De l'Essence de la guerre — 1849-1851. Traduit de l'allemand par Neuens.



LE CARNAVAL de la SEMAINE

COUP DE LUNE

On sait que Forestal, ministre de la Défense des Etats-Unis n'avait pas tout son bon sens. A la place des psychiâtres américains nous serions à nouveau inquiets, très inquiets, car la raison du général Eisenhower semble courir les plus graves dangers.

Voici la déclaration formulée officiellement par l'ancien commandant en chef des troupes alliées : « Tout individu en tant qu'homme libre doit pouvoir jouir de la liberté, l'Etat étant son serviteur... »

Pas un atome de bon sens dans cette phrase atomique ! L'Etat en gilet rayé faisant sa courbette devant le contribuable en... caleçon !

CHAIR A PARDON

François Quilici, député d'Algérie, faisait partie de la suite d'Auriol Vincent lors du voyage présidentiel en Algérie. Il a vu défilier la Légion. Cela a donné des idées à François Quilici, directeur de La Bataille.

« Nous avons vu défilier la Légion, ce miracle d'assimilation française... Képis blancs, épaulettes de laine rouge... L'impression est profonde... Un cri amer nous échappe : « Vingt mille de ces garçons en renfort et nous gardions l'Indochine ». « Il est encore temps, nous manquons surtout de cadres français. On parle de clémence. Point d'amnistie pour les plus coupables, mais l'offre d'un rachat... »

C'est simple. Il suffit de regrouper les brebis égarées sous Pétain et l'occupation allemande et qui s'ennuient à mourir, à Fresnes et ailleurs. Et puis il suffit de les conduire, à l'abbatol en Indochine.

« La Bataille » c'est un titre de journal. « Le Casse-pipes » pourrait être son surtitre. N'est-ce pas, monsieur Quilici ?

RANTANPLAN MARSHALL

Une erreur économique de la pire espèce serait de réduire les fonds américains destinés au redressement européen. C'est ce qu'a dit le « généreux » président Truman qui a, en outre, insisté pour que l'aide aux pays arriérés soit appliquée.

Redressement européen ? Out, si l'on en juge le budget militaire de la France.

Aide aux pays arriérés ? Out, si l'on tient compte de l'aide apportée par la France à l'Indochine.

Le « généreux » Truman doit être satisfait de sa succursale « Queuille, Rantanplan Marshall et Cie ». Quant à la reconstruction, elle reste en plan... Mystère et pacte Atlantique !

MATIGNONNAGES

Après le rapport éditant de la cour des comptes une « commission des gaspillages » avait été nommée. On parlait fort de sanctionner sans pitié les hauts fonctionnaires et ministres et ceux-ci n'en menaient pas large.

Depuis, cela fait cinq mois, beaucoup d'eau est passée sous les ponts. La semaine dernière le Conseil de Cabinet a entendu Robert Lecourt, ministre de la Justice. Robert Lecourt, un peu court, un peu juste... et le bilan de la Commission des gaspillages s'est traduit par 760 révocations et 648 poursuites.

Mais hauts fonctionnaires et ministres respirent à pleins poumons. Ce sont de petits saints. Tant mieux.

Il y a bien Félix Gouin (à ne pas confondre avec mon ami Félix le Chat !) qui doit paraître devant le tribunal mais c'est devant le tribunal de son parti, la S.F.I.O. Un règlement de comptes en quelque sorte, rien à voir avec la Cour des comptes.

DE L'AIR... DE L'AIR !

Cette rue autrefois on l'appelait la rue du Luxembourg

à cause du jardin Aujourd'hui on l'appelle la rue Guy-mer

à cause d'un aviateur mort à la guerre

Pourtant cette rue c'est toujours la même rue c'est toujours le même jardin c'est toujours le Luxembourg

Avec les arbres les arbres vivants Avec les oiseaux les oiseaux vivants Avec les enfants les enfants vivants

Tous on se demande on se demande oralement Ce qu'un aviateur mort vient foutre là-dedans.

On se demande aussi ce qu'est venu foutre le nom du général Leclerc avenue d'Orléans ! Jacques Prévert va-t-il ajouter un nouveau poème à ses « Histories » pour dire toute notre tristesse de voir transformer Paris en cimetière ?

LE CHAT BOTTE.

Comité National de Propagande

RÉUNION

Mardi 28 juin, à 19 heures

Quai de Valmy

Préparation de la Fête Champêtre

C. L. E.

Dernière causerie-débat de l'année, MERCREDI 29 JUIN à 20 h. 45, café de la Gare, 3, place Saint-Michel : « Souvenir du Congrès anarchiste d'Amsterdam (1907) » par MONATTE.

FEDERATION ANARCHISTE

145, quai de Valmy. Permanence de 9 h. à 12 h. et de 14 à 19 heures

LA VIE DES GROUPES

Militants de groupes ! Demander nos listes de souscription pour le Lib ! Faites-les circuler !

ATTENTION En raison du peu de place qu'offrent les quatre pages du Libertaire, les communiqués concernant les réunions intérieures des groupes seront supprimés sauf circonstances exceptionnelles : naissance d'un groupe, par exemple à partir du premier numéro du mois de juillet.

Par contre, une place plus importante sera donnée aux activités extérieures des groupes et des régions, conférences, meetings, débats, fêtes, etc... C'est en effet par l'intermédiaire de ces conférences causeries, etc., que les sympathisants sont amenés à rejoindre les groupes spécifiques, alors qu'il est très rare qu'ils rejoignent directement un groupe à l'occasion d'une réunion privée qui d'ailleurs en principe est fermée aux non-militants.

8° REGION Lyon. — La C.A. de la 8° région se réunira le 25 juin, à 20 h. 30, au siège du groupe Lyon-Centre. Les camarades Lavorel, Dubois, Mas-sueuf, Tardif, Groëll, Novero, sont particulièrement invités. — Ladet.

10° REGION Mazamet, Castres et environs. — Tous renseignements à F. Dumas, 2, rue du Moulin, à Mazamet, Tarn.

12° REGION Marseille. — Les Secrétaires de Groupes de la 12° Région, sont invités à notre Réunion du dimanche 3 juillet, à 9 h. 30, à notre siège, 12, rue Pavillon (2° étage). Ordre du jour très important.

Marseille. — Le groupe du Centre se réunit tous les mardis à 19 heures au local habituel, présence très nécessaire de tous.

13° REGION (F.A.) Alger. — Permanence tous les dimanches de 10 h. à 12 h. Bar « la Cigogne », arrêt Nelson. Tous renseignements écrire à Doukhan, 6, rue du Roussillon, Alger.

Conférences-Débats

2° Région Paris-Est. — Vendredi 24 juin, à 20 h. 30, 65, boulevard de La Villette : Continuité de l'Internationale Anarchiste, par Hem Day.

GROUPE LOUISE-MICHEL (18°). — Jeudi 23 juin 1949, à 20 h. 30, 20, rue Léon (Olympic), sous-sol. Orateur : Révelé.

Groupe Louise-Michel (18°) Les travailleurs habitués à nos fêtes connaissent le dynamisme chansonnier Révelé.

Ce qu'ils ignorent, c'est que cet artiste est également un militant du mouvement de l'abondance, préoccupé par les questions sociales.

Le Groupe Louise-Michel 18° invite tous les auditeurs et spectateurs de nos fêtes à la conférence-débat.

Jeudi 23 juin 1949, à 20 h. 30, 20, rue Léon (à l'Olympic), où notre ami Révelé traitera :

Les causes du désordre social et les moyens économiques d'y remédier.

LIBRE-PENSEE DE MONTMARTRE

Dimanche 26 juin, à 15 heures, manifestation annuelle à la mémoire du chevalier de la Barre. Rassemblement à 14 h. 45, square Clignancourt (Métro Jules-Joffrin). Nombreux orateurs de divers horizons politiques et philosophiques.

LE GROUPE LOUISE-MICHEL (18°), participera à la manifestation de la Barre. Les amis du « Libertaire » sont invités à venir appuyer les vendeurs du « Libertaire ».

Rendez-vous 14 h. 30, Métro Jules-Joffrin.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

Cycle de Conférences du Groupe Sacco et Vanzetti

Palais de la Mutualité Mercredi 29 juin, 20 h. 45

CONFERENCE EN YIDDISH par Joseph COHEN

LE DESTIN DES JUIFS DANS LE MONDE Jeudi 30 juin, 20 h. 45

CONFERENCE EN ANGLAIS par TONY WELSH

ART ET SEXUALITE Vendredi 1er juillet

L'ANARCHISME, SON EVOLUTION MODERNE par FONTAINE

Le Groupe Sacco et Vanzetti termine ses conférences publiques et contradictoires par deux conférences en langues étrangères ; l'une d'elles est destinée à prospecter les milieux juifs et à attirer dans nos groupes les sympathisants qui ont pu rester isolés faute d'un effort de pénétration dans ce milieu. L'autre, en anglais, veut profiter de la présence de très nombreux Anglais et Américains à Paris, en cette période, pour leur faire connaître nos idées et l'existence de groupes et publications anarchistes dans leur pays respectif.

Une première réunion en anglais a permis de regrouper divers éléments et de créer un Groupe Libertaire de langue anglaise à Paris.

Nous demandons aux camarades qui parlent anglais et yiddish de venir nombreux à ces réunions afin d'établir des liens fraternels entre nous tous.

PARIS-5°

Groupe Sacco et Vanzetti

Palais de la Mutualité rue Saint-Victor (métro : Maubert-Mutualité) pour la salle

consulter le panneau d'affichage Vendredi 24 juin, 20 h. 45

LE NEO-IMPERIALISME DES PAYS « ARRIERES » (4° POINT TRUMAN) par SAVOY

GROUPE DE COLOMBES Grande réunion publique et contradictoire

Salle de la Justice de Paix Mairie de Colombes

Vendredi 24 juin, à 20 h. 30

EGLISE ET ETAT : DEUX ENNEMIS DE L'HOMME

Orateur : Maurice JOYEUX

1° REGION ABBEVILLE

Au monument du Chevalier de la Barre

Dimanche 26 juin, à 10 h. 30

Manifestation à la mémoire du Chevalier de la Barre

La Fédération Anarchiste sera représentée par notre camarade M. JOYEUX.

REDACTION-ADMINISTRATION Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy Paris-10° C.C.P. 5581-76

FRANCE-COLONIES 1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS 1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR. Pour changement d'adresse, joindre 20 francs et la dernière bande

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES LIVRES

Le dernier roman de Victor SERGE:

"L'AFFAIRE TOULAËV"

par René MICHEL

Nous mourrions tous sans savoir pourquoi nous avons tué tant d'hommes en qui résidait notre force la plus haute. Ainsi pense Fleischman, haut fonctionnaire de la Sécurité soviétique, méditant sur ce qu'avait été l'affaire Toulaïev. Ainsi se marque l'apparente absurdité — apparente parce qu'il y a une logique de l'absurde — de la liquidation d'un certain nombre d'hommes, tant des opposants antibureaucratiques de la « vieille garde » bolchevique que des chefs fidèles de la police politique stalinienne, voire d'épaves brutes, bureaucratiques galeuses, pour qui l'essentiel est de ramper et de sentir à temps les variations de la ligne politique du Parti. Tous ces hommes, puissants cerveaux ou crédins parfaits, idéalistes ou profiteurs épris, membres de la phalange déjà presque détruite par l'épuration des anciens révolutionnaires ou thermidoriers soiffards et sensuellement brutes, tous ont été impliqués, inexplicablement rassemblés par la logique des dossiers secrets, dans le « complot » qui amène l'assassinat de notre « grand (parce que mort) camarade Toulaïev ». Si l'on ajoute qu'on fait l'assassinat (ou plutôt l'exécution justicière) de l'homme des déportations et des épurations universitaires a été l'acte terroriste pur et simple, presque irréfutable, accidentel, d'un jeune communiste isolé, Kostia, et que le prétendu « complot » qui aboutit à des remous dans la hiérarchie par des promotions et des liquidations n'a donc jamais existé que dans la tête — et encore : ils ne savaient plus eux-mêmes — de quelques chefs politiques et inquisiteurs qui ont noué un à un une série de fils absurdes, tant pour sauver leur peau que pour se débarrasser d'un certain nombre de figures gênantes, on aura rassemblé les éléments principaux de « l'affaire Toulaïev » qui déroule pendant près de quatre cents pages sa trame souterraine et saisissante. (1)

Nous ne nous attardons pas sur tous les aperçus que nous livre l'ouvrage parce que signaler ce qui vaut d'être cité serait l'écrire de nouveau dans son intégralité. Nous nous contenterons d'en examiner quelques aspects particuliers, et nous tenterons d'en dégager, tant la conclusion qu'il renferme que celle qu'on peut en tirer.

STAFAN LE TROTSKYSTE combat en Espagne. Ses paroles atteignent à une vue générale du stalinisme précisément parce qu'il n'est pas dans l'appareil, l'appareil qui rend absurde et fou, l'appareil qui fait renoncer l'homme à sa propre pensée (« Pourquoi avons-nous tué tant d'hommes qui étaient notre force », se demande Fleischman le policier — et puis, il se hâte de ne plus penser). « Autrefois, une frontière visible divisait la société ; sur cette frontière, on se battait, on pouvait vivre paisiblement, sans trop d'illusion ni de désespoir, selon l'époque. Les régimes établis avaient leurs maladies, bien connues, leurs tares originales, leurs crimes naturels faciles à dénoncer. Les classes ouvrières réclamaient du pain, des loyers, des libertés, de l'espoir... Les hommes les meilleurs des classes possédantes se retournaient contre cette société. Réaction contre révolution, quel beau schématisme ! Quelle netteté ! Aucune erreur n'était possible, quand on se mettait d'un côté de la barricade. Ici les camarades, là l'ennemi... Aujourd'hui, tout est brouillé. Une autre réaction, plus dangereuse que l'ancienne parce qu'elle est née de nous-mêmes, parle notre langage, s'assimile nos intelligences et nos volontés, s'est révélée dans la révolution victorieuse, avec laquelle elle entend se confondre... Marx et Bakounine vécut au temps des problèmes simples ; ils n'avaient pas d'ennemis derrière eux. » Leur plus redoutable force vient encore de ceci, que la plupart d'entre eux croient eux-mêmes continuer la révolution en servant une contre-révolution nouvelle, telle qu'il n'y en eut jamais jusqu'ici, installée dans les appartements mêmes où travailla Lénine.

Contre-révolution à l'intérieur signifie politique contre-révolutionnaire à l'extérieur. Stefan déclare aussi, tremblant pour le peuple espagnol : « En tous cas, il y a là un infantilisme des Bolcheviks vis-à-vis du parti et de l'Etat — une sorte d'aliénation monstrueuse, qui fait tendre aux lions révolutionnaires le cou sous la hache de la contre-révolution, parce que c'est le parti bolchevik ! l'Etat bolchevik qui tiennent le manche. Le messianisme révolutionnaire des Bolcheviks de la vieille époque a trouvé son complément dans un mysticisme de « l'essence pure » du Bolchevisme — qui se refuse à croire, en dépit de tout, que le Bolchevisme soit devenu l'incarnation de la contre-révolution et son triomphe.

Certes, Serge ne développe pas ces considérations ; mais les faits parlent. A travers le stalinisme, c'est le bolchevisme dans son ensemble, l'idée du parti révolutionnaire dictatorial, qui est en cause. Trahison en Russie, en Espagne, ailleurs — voilà le fruit des tentatives de réaliser la liberté par la dictature. L'héritage révolutionnaire, au lendemain d'une telle expérience et pour autant qu'on veuille en tirer les leçons, revient à l'anarchisme.

(1) Editions du Seuil.

Un éducateur populaire :

FREINET

par Gilbert LAMIREAU

DANS un récent numéro du Libéraire, notre ami K. Duval a très intelligemment posé « le cas Freinet », je voudrais simplement, aujourd'hui, apporter des documents, pour la plupart inconnus au public, à cette affaire qui ne doit pas laisser les libertaires indifférents.

En agissant ainsi, notre but n'est pas de créer une division au sein de la Coopérative de l'Enseignement laïc au sein de laquelle règne — et règnera — une fraternité solide qui a pour base le travail et le souci commun de libérer l'enfant.

Néanmoins, nous devons constater que les organisations dites « de gauche » organisent autour de Freinet et de ses techniques une conspiration du silence pour le moins bizarre. Quant à l'Administration, si elle reconnaît maintenant Freinet un pionnier de l'éducation nouvelle, tout porte à croire que son attitude est dictée par les événements dont elle n'est pas maîtresse car elle ne fut pas toujours aussi obéissante !

Beaucoup de pédagogues — et à fortiori le grand public — ignorent les débuts difficiles de Freinet et tout ce qu'il lui a fallu d'initiative, de sacrifice, d'effort et de renoncement pour parvenir à mettre sur pied la Coopérative de l'Enseignement laïc.

Nous voudrions aujourd'hui extraire du Bulletin syndical des Alpes-Maritimes de 1933 les lignes suivantes se rapportant aux luttes que Freinet dut mener lorsqu'il enseignait à Saint-Paul.

*

Tout le village était sur pied. On sentait que des événements graves allaient se produire.

Vers 7 h. 30, les groupes arrivent : les parents « pour » se pressent auprès du portail ; les parents « contre » se tiennent un peu plus loin, devant l'église. Les petits grévistes sont habillés de neuf ; ils n'ont pas de cartable ; on sent qu'il ne s'agit point d'une rentrée.

Des habitants débouchent devant l'église et se massent devant la mairie. Deux gendarmes de Vence s'y rendent aussi, mais se gardent bien de se mettre en rapport avec Freinet, et de l'avertir de l'imminence d'une démonstration dont ils connaissent les détails. Il leur suffit de discuter longuement et amicalement avec l'adjoint — un ancien gendarme — et avec les manifestants. Ils feront pire, comme on va le voir.

Huit heures moins dix...

Selon le plan de défense dressé, Freinet ouvre le portail. Quatorze élèves — la moitié de l'effectif exactement — entrent dans la cour, fiers et crânes, et, défilant caractéristique, se précipitent aussitôt vers le bûcher pour se saisir de bâches en guise de « gourdis ». « Qu'ils viennent ! » dit-il à chaque côté de la grille, les parents d'élèves font la police, poings fermés. Mais personne ne bouge... M. le maire n'est pas encore arrivé... Il faut l'appeler à l'autorité pour donner du cran à ces manifestants...

Heureusement, le maire est en retard. Il est huit heures. Freinet déclare la rentrée effectuée et ferme le portail à clé. Les enfants entrent en classe et commencent aussitôt le travail. Mais on n'y allait pas de grand cœur, car on attendait les événements.

8 heures 5. Devant la mairie, la manifestation s'organise. On essaie de se mettre en rang. Dix fois de suite, on rassemble les enfants qui s'apitroient. Mme Larcher donne les suprêmes conseils. Tout est prêt ! Le maire passe en tête et dit : En avant !

Les enfants ouvrent la marche et, se bouchant les oreilles, soufflent comme des sours dans les sifflets qu'on leur a distribués. Les femmes, nerveuses et vindicatives, viennent au second rang, et les hommes en dernier renfort.

La manifestation approche de la grille ;

les sifflets roulent plus que jamais, puis les cris dominent le tout.

— A Moscou ! communiste ! bandit ! salaud ! sortez-le !... Freinet continue sa classe : — Quand ils auront fini de affier et

Réponse aux Jacobins

Au moment où M. Aragon présente aux travailleurs staliens son dernier ouvrage « Les Communistes », nous pensons qu'il est opportun de rappeler un poème de « feu » Aragon.

Allons enfants

la... Mais je vous demande un peu ce que la

à voir avec ce grand partage du monde entre quelques-uns et l'énorme troupeau

qui chante en russe — d'ailleurs, fût

Debut, peuple travailler le jour de gloire

Et toi la Gloire, maintenant ta Gueule.

Il s'agit bien de la gloire au coin des rues

quand la mitrailleuse attaque

tae, tae le trottoir, quand il s'agit de ma peau, de la tienne

la leur parce qu'il n'y a pas de patience

et qu'il faut être les plus forts nous les

et la faux passe et nous en mordrons

l'acier avec nos dents nous arracherons

les servants de la pièce et nous retournerons

la mort sur la mort et leur chanson sur les

chanteurs

Allons enfants

oi en états-le

Contre nous de la tyrannie,

l'endard

sanglant est levé.

Ah ! quel dommage. Ah ! quel dommage

que tyrannie ait le nez creu

un pied de moins par dessus le marché

que cette démocratie

dont aussi

l'endard-ard sanglant est levé.

Endardez-vous dans nos campagnes

engager ces forces soldats

et dans nos villes donc

et dans leurs villes

et les fils à papa qui ont très longtemps

des mobiles

et les fils à papa qui ont très longtemps

(après à jouer de la matraque et du revolver en

épousant aux grévistes.

Les voyez-vous dans les faubourgs ?

Les voyez-vous dans les usines,

sur les ponts, au nœuds stratégiques de

aux bouches de colère du métro, partout

les hommes à nerfs de bœuf du capital

qui veillent à ce qu'il n'y ait ni scandale,

ni révolte

dans le bordel où le prolétariat doit se

rendre comme un putain.

Les voyez-vous les maquereaux aux gants

blancs qui sourient

à l'abri des chevaux et des gardes casqués.

Il viennent jusque dans nos bras

égorger nos fils et nos compagnes.

Souviens-toi de soixante-et-onze

et paralyse hystérique, de leurs femmes

crevant les yeux des communistes sur le

[doux pavé de Versailles

et l'entrée à travers l'ouest, complice des

l'entrée à travers l'ouest, complice des

Paris comme une claque immense, et les

de Mai pourrissant sous la claque du

[meurtre et de l'ivresse

et l'hallali qui sonne au Père

Lachaise.

La tombe est prête et l'enfant tombe

sur sa mère. C'est encore

la Marseillaise avec les soldats de Fourmies

la Marseillaise avec ceux de Draville

la Marseillaise aux colonies

la Marseillaise du comité des Forges

la Marseillaise de la sociale-démocratie

la Marseillaise, la Marseillaise

chapeau bas, ta casquette toi pendant

la Marseillaise [qu'on joue

aux orties

d'ailleurs, ta casquette, mets ce casque

et prends ce fusil.

Histoire de l'apprendre à vivre

quatre ans de Marseillaise avec

les pieds dans la merde et la gueule en sang

la Marseillaise de Charleroi,

Marseillaise des Dardanelles,

Marseillaise de Verdun,

Marseillaise du chemin des Dames.

ceux qui se mutinèrent au chemin des

(Dames,

en mil neuf cent dix-sept,

je salue toi

ceux qui surgirent de la boîte avec

à la bouche un grand cri

et tournèrent leurs arrières du côté de la

[Marseillaise

en eux qui firent feu

sur eux

sont crevés de saint-Etienne.

Je salue toi

les ouvriers de Saint-Etienne qui se sont

[touchés

en travers des rails pour arrêter les trains

porteurs d'hommes et d'obus enflammés

[chants et de cocardes

et que les trains écrasèrent.

Je salue toi

le prolétariat contre la Guerre

pour la transformation de la guerre

en Révolution.

Je salue toi

l'Internationale contre la Marseillaise.

Cède le pas, O Marseillaise

à l'Internationale car voici

l'automne de tes jours, voici

l'Octobre ou tombent les derniers accents.

Aux armes citoyens.

Qui parlent — Des généraux, des mar-

chands, la police.

Formez vos bataillons.

Nous vous connaissons gendarmes.

Marchons, marchons, eh bien ! qu'ils

[marchent

Nous les attendons, Camarades

vous êtes tous des ouvriers, des paysans,

[des travailleurs.

C'est contre vous, c'est contre nous qu'ils

[vont, qu'ils marchent.

Soyons unis. Dans l'action, pas de pitié.

Il reviendront toujours les plus forts. Vous

[soutiendrez

comment ils ont tué Sabatier ?

Soyez unis les voilà que chantent-ils, les

[vaches ?

Qu'un sang impur

Abreuve nos sillons.

On va bien voir lequel est le plus rouge

du sang du bourgeois ou du sang de

[l'ouvrier.

Debout

peuple travailleur,

Debout

les damnés de la terre.

ARAGON,

Moscou 1934.

de crier, ils s'arrêteront bien, dit-il aux

enfants apeurés et étonnés.

Sur le balcon, bras croisés, Mme Freinet domine la foule déchaînée. Les insultes montent vers elle sans troubler en rien sa placidité. Alors, en bas, les femmes donnent de la voix ; les cris redoublent. Le maire, debout contre le portail, excite la foule par son impuissance à pénétrer plus avant.

Tout à coup, dans sa classe, Freinet devine un danger. Une fenêtre donne sur la rue où sont massés les manifestants. Freinet, méfiant l'a bien fermé certes. Mais des mains hargneuses secouent les volets, font sauter le crochet. Il n'y a plus que les vitres. Le danger se précise. La foule va envahir la classe par la fenêtre. L'instant est tragique. Freinet est bien décidé à défendre ses élèves. Il croit cependant nécessaire de faire une dernière sommation.

Il sort hâtivement devant le portail, à un mètre des guêdes excitées et vociférantes. Et là, sans parvenir totalement à dominer le tumulte, il crie :

— Je tiens à prévenir les manifestants. J'ai la sous-ma garde quatorze enfants. Je les défendrai coûte que coûte. Et si quelqu'un pénètre dans les locaux, voilà !...

Et Freinet sort de sa poche un revolver et le montre à la foule.

Il retourne dans sa classe, juste à temps pour voir Mme Caivin, qui n'a pas d'enfant à l'école enfoncer une vitre d'un coup de tête et essayer de sauter dans la classe en criant :

— Il faut qu'on entre... Laissez-moi

passer, et toute seule, je la mets en mor-

ceaux.

L'adjoint, ancien gendarme, l'arrache

de la fenêtre en lui disant, effrayé :

— Malheureux ! Qu'allez-vous faire ?

Les vitres volent en éclats, atteignant

les enfants qui étaient à la table d'im-

primerie à un mètre de la fenêtre. Ils se

sauvent tous vers la porte. Calmement,

Freinet les conduit dans sa cuisine et

ferme toutes les portes pour rendre plus

difficile l'invasion qui se prépare. Les

enfants sont en sursis.

Sur le balcon, Mme Freinet, impassible,

continue à observer et à surveiller la

manifestation.

Il est 8 h. 15. Les deux gendarmes ar-

rivent enfin au portail.

Par quel hasard, ou quelle complicité,

ne se sont-ils point trouvés à l'endroit vul-

néable, alors qu'ils avaient assisté, d'ac-

cord avec le maire, au départ de la ma-

nifestation ? Avaient-ils ordre de laisser

faire, espérant que les secrets desirs de

la Préfecture s'accomplissent.

Toujours est-il que les gendarmes sont

délibérément arrivés après la bataille, et

que, sans l'énergie de Freinet, des événe-

ments irréparables auraient pu se pro-

duire dans une salle de classe occupée

par la moitié de l'effectif scolaire, et en-

vahie par ordre du maire, avec la com-

plément de la préfecture et de la force pu-

blique.

Les cris continuent : n'osant plus tou-

cher la grille ni la fenêtre, on essaie de

prendre d'assaut la maison par un autre

côté, et c'est à ce moment-là, sans doute,

que, ayant vu Freinet fermer la fenêtre

ON POURRA DIFFICILEMENT SAUVER LE SYNDICALISME

Une semaine dernière, nous indiquions quelques-unes des solutions qui sont actuellement proposées pour redresser l'organisation syndicale. Il en est d'autres.

Nos camarades de la C.N.T. pensent que la solution consiste à redonner au syndicalisme son caractère originel. Le cartel d'unité d'action syndicaliste semble s'inspirer d'une part des méthodes gestionnaires chères à nos amis du *Maine-et-Loire* tout en tentant un effort en vue du retour aux solutions préconisées par la C.N.T., d'autre part son organisation à l'intérieur des centrales syndicales existantes est une véritable réforme de structure qui s'apparente avec les préoccupations de mon correspondant du *Gard*. On peut donc dire que les solutions du *comité d'unité d'action syndicaliste* sont une synthèse des solutions proposées actuellement.

Que peut-on attendre de tous ces efforts apparemment dispersés mais s'orientant vers un but commun ? C'est à cette question que je voudrais essayer de répondre brièvement.

Les solutions à caractère gestionnaire et coopératif que nous proposons l'*U.D. du Maine-et-Loire* (F.O.) et que l'on pourrait qualifier de réforme du syndicalisme par l'intérieur, nous semblent vouées à

par Maurice JOYEUX

l'échec. Nous ne pensons pas que les coopératives soient viables en régime capitaliste et les essais communautaires actuels ne sont pas assez probants pour effacer la longue suite d'échecs qui, depuis *Victor Considerant*, *Cabet*, etc., ont émaillé ces tentatives.

La solution présentée par le camarade du *Gard* nous paraît plus séduisante ; nous pourrions la classer dans la catégorie des réformes de structure. Il est vrai que le syndicat unique par localité mettrait fin à l'égoïsme corporatif. Il est vrai qu'il pourrait impulser un « syndicat de consommateurs ». Il semble, toute fois, que sa création est conditionnée par une évolution morale de la classe ouvrière. Or, nous ne pensons pas que cette évolution soit possible sans qu'une transformation révolutionnaire ait rendue la morale utilitaire actuelle caduque. Le syndicat local unique nous paraît plus comme un élément d'organisation de la société future que comme un moyen de redressement syndical.

Il est certain que le retour au passé (à la condition que le passé soit aussi mirifique que l'on veut nous le faire croire, ce dont je doute), préconisé par la C.N.T., ne correspond plus aux réalités actuelles. Les mauvaises habitudes, lentement introduites dans le mouvement syndical, ont changé le sens des mots destinés à fixer les valeurs du mouvement. La masse des travailleurs entend, lorsqu'on parle de la C.N.T. Pour l'ouvrier, la phase révolutionnaire ne reste que comme toile de fond destinée à donner du relief à la revendication immédiate. Au cours de ce dialogue de sourds, les anarcho-syndicalistes se heurtent à un mur qu'ils auront bien du mal à enfoncer.

Le cartel d'unité d'action syndicaliste aurait pu fonder en lui toutes ces forces et toutes ces faiblesses. Malheureusement il s'est heurté dès son début à des particularités de clan qui ont limité son efficacité. Tout se passe comme si les syndicalistes se trouvaient dans l'impossibilité d'élever leur compréhension à la hauteur des circonstances tragiques dans lesquelles se débat le mouvement syndical.

On peut donc douter des possibilités de redressement du mouvement syndical plus sûrement mené à sa perte par le mal interne qui dévore le syndicalisme révolutionnaire que par l'évolution réformatrice des centrales politisées. Les efforts actuels n'en sont pas moins fructueux. C'est à la lueur de ces expériences que les travailleurs dégageront les grandes lignes de l'organisation que la nécessité les poussera à créer demain.

Les travailleurs, dégoûtés du syndicalisme, ayant perdu confiance en eux, ont surtout besoin d'une arme de combat dans l'efficacité de laquelle ils puissent avoir confiance.

LA GREVE GESTIONNAIRE PEUT ETRE CETTE ARME. Soyons sûrs qu'avec l'intuition aiguë qui lui est propre aux jours de fièvre, le prolétariat saura, le cas échéant, construire l'organisation de choc, l'organisation de rupture, l'organisation-support lui permettant d'employer cette grève de caractère nouveau avec le maximum d'efficacité.

(1) Voir dans le dernier numéro du « Libertaire » l'article intitulé : « Peut-on sauver le syndicalisme ? ».

AVIATION

(Suite de la première page.)

vidangeur marseillais, pour ne citer que celui-là, se prépare à vider les pots de chambres et seaux hygiéniques qui s'alignent le long des trottoirs. Et il en va de même en de nombreuses villes, Béziers, Tarascon, Bordeaux, Lyon et même Paris, où la vidange des fosses est chose courante ! La gloire et la « grandeur » françaises considérées sous cet angle réaliste apparaissent pour le moins antihygiénique et ce ne sont pas les

« faits d'armes » de quelque Leclerc qui y changeront quelque chose !

Il va être question cette semaine de la S.N.E.C.M.A., de son déficit, du renvoi ou du maintien de quelques milliers de travailleurs. Il est certain que l'on persévéra dans la construction d'avions alors que le seul moyen logique de donner du travail à tous les métallos et d'enrichir le pays est la reconversion.

Nous avons besoin de tracteurs, de moteurs, de camions ; un million de logements restent à construire ; des centaines de milliers de vieillards sont abandonnés, et l'herbe recouvre les ruines de guerre. Mais rien n'y fait ; on nous l'a dit, la grandeur d'une nation dépend de son armée et de ses avions de transport pour les dettes de cinéma et champions de boxe !

Dans une société logique on commencerait d'abord par raser les taudis, et l'aviation n'aurait droit qu'à une toute petite part de la production.

Actuellement on fait l'inverse : on veut à tout prix exécuter une puissante aviation au détriment de l'essentiel. C'est le règne de l'arbitraire au service de l'incohérence.

Les derniers vestiges

DANS un congrès de la C.G.T., nous ne savons plus lequel, mais cela n'a aucune importance, un militant coccu nommé Barbé s'écria : « Il faut extirper de la C.G.T. jusqu'aux derniers vestiges de l'anarcho-syndicalisme. Ce ne furent pas, comme cela arrive bien souvent, des paroles jetées en l'air. Systématiquement, avec une patience et une obstination dignes d'une meilleure cause les coccus ont poursuivi leur œuvre de destruction. C'est sans doute pour cela que le syndicalisme, en France, se porte si bien.

Ah ! ils n'ont pas perdu leur temps, les militants coccus. Depuis qu'ils ont retourné leurs manches, ils ont abattu du boulot et cela continue. Voici un raccourci de leurs derniers exploits :

D'abord, les syndicats d'industrie vont faire place aux syndicats de métier. Ce retour au passé sera d'après ses promoteurs un énorme progrès, car ces syndicats pourront être gérés par leurs membres sans que ceux-ci aient à quitter leur travail. C'est donc à brève échéance la suppression des permanents.

Sous croyez à ça, vous, camarade lecteur ? Et c'est comme cela sans doute que l'on s'élèvera au-dessus de l'étroit corporatisme dont l'on est encore prisonnier. Un nombre considérable d'exploités. Ainsi, dernièrement, un camarade sollicité de verser son obole pour des ouvriers en grève de l'entreprise Aubry, répondit aimablement : Je n'ai rien à faire avec eux, moi, je suis terrassier !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

DANS LE LIVRE

Un Congrès pour rien

A bataille engagée entre minoritaires et majoritaires au lendemain du référendum d'orientation (début de l'année 48) vient de se clore à Bordeaux où se tenait le XVII^e Congrès du Livre. Comme nous l'avons écrit et dit, ce fut le rapport moral qui servit de test et sur lequel se déchaînèrent les diverses tendances.

Les vainqueurs d'hier confirmèrent leur avantage malgré l'excellente défense des « autonomistes » guidés par Paris-Typos et Paris-Correcteurs. Au bout de deux jours de joutes oratoires parfois violentes le résultat était acquis : pour le rapport moral, 396 mandats ; contre : 30 et... 5 abstentions. Ont voté contre : les sections d'Agén, Fontainebleau, Méru, Versailles, Paris-Correcteurs et Paris-Typos. Se sont abstenus les sections de Moulins, Chartres et Aurillac.

Première constatation. — Les minoritaires malgré tous leurs efforts n'ont pas maintenu leur nombre de voix du référendum. Ils ne groupent plus qu'une dizaine de mille de fédérés. Cela est dû à l'appréhension de la réaction patronale et étatique actuelle, à une sensible perte d'effectifs, au manque de possibilités matérielles de leur propagande.

Deuxième constatation. — Certaines sections en désaccord avec l'orientation fédérale ont estimé pouvoir redresser la vieille Fédération du Livre en surveillant davantage son bureau national et en s'appliquant à réclamer le respect intégral des décisions des Congrès de Saint-Etienne et Bordeaux. Quitte à aviser si cela n'allait pas comme bon leur semble.

Le camarade Anderson, de Clermont-Ferrand, fut sous ce rapport le plus explicite, attaquant la C.G.T. comme aucun ne le fit et votant cependant le rapport moral.

Troisième constatation. — Le combat apparent fut engagé contre les « minoritaires » violents mais le combat réel opposait deux personnalités : Ehni, secrétaire général, et Largentier, secrétaire de la Chambre typographique de Paris. On le sentit bien lorsque, sûr de sa victoire, Ehni appela Largentier à un « mariage de raison ».

Enfin, statu quo. Avec des variations sur les revendications. Roger Paul (du Livre Parisien) fut, sous ce rapport, le seul « constructeur » du Congrès. Il présenta une motion où se retrouvait une grosse partie des desiderata du Cartel national d'unité d'action syndicaliste dont on retint : le respect intégral de la loi de 40 heures pour combattre le chômage, la suppression du travail au rendement et aux pièces, le rétablissement de l'échelle mobile en partant des indices de 1938, la suppression des zones de salaires et la parité entre Presse et Labeur (congrès payés, salaires). Quant à Largentier, lui aussi rejoignit le Cartel au cours de son exposé, en déclarant : que la Fédération du Livre aurait pu être le flambeau autour duquel se seraient rassemblés les syndicalistes encore épris de liberté ». Ce que nous n'avons jamais cessé de dire depuis la scission.

Notre journal fut cité — trois fois — au cours des débats. Et l'auteur de cet article quelque peu malmené comme il s'y attendait. Disons de suite que cela manqua d'élégance puisqu'il ne pouvait se défendre, n'étant pas délégué et par suite n'ayant pas le droit d'intervenir. Et signalons enfin, pour

terminer, la polémique engagée avec Ehni, que celui-ci utilisa une lettre du camarade Avena rectifiant auprès du Bureau Fédéral une ligne de son article, « oubliant » la seconde lettre envoyée par ce même camarade et dont le double me fut communiqué.

Voici le texte de la lettre oubliée : « Suite à ma dernière lettre au sujet de l'article paru sous ma signature dans le « Libertaire », lequel article avait quelque peu été modifié par la

par J. BOUCHER

Rédaction. Je tiens à vous faire savoir que j'ai eu une explication avec le camarade Boucher et qu'à la suite de cette explication, j'ai dû reconnaître que nous avions été victimes tous deux d'un malin. Je vous demande donc la non-publicité de ma première lettre, une utilisation de celle-ci dans quelque but que ce soit serait, vu ma demande, un abus de confiance... Signé : G. Avena. » C'est tout.

Les fonctionnaires de Grenoble partisans de la grève gestionnaire

L'issue de la journée revendicative du 15 juin, laquelle a été marquée par un total débrayage dans toutes les administrations, les fonctionnaires de Grenoble, appartenant à la C.G.T., « Force Ouvrière », autonomes et C.F.T.C., ont voté l'ordre du jour à la Bourse du Travail, dans lequel ils se déclarent partisans de la grève gestionnaire et prêts à la mener au cas où le gouvernement refuserait d'accéder à leurs revendications portant sur le reclassement et la titularisation des auxiliaires.

C'est le camarade Mingat, militant postier, et parlant au nom du cartel des P.T.T. et fonctionnaires « Force Ouvrière », qui défendit cette formule d'action, la considérant comme la seule pouvant placer l'ensemble de la population aux côtés des travailleurs en lutte, et permettant au syndicalisme de retrouver son vrai visage, adversaire de l'Etat et du patronat, au service de la collectivité.

Fédération des Travailleurs du Rail PAROLES DE MINISTRE

A crise du rail n'est pas un fait nouveau, elle existe presque depuis que le rail est né.

Christian Pineau, dans son intervention à la Chambre, a dit : « Les causes profondes du déficit de la S.N.C.F. ne résident donc pas tant dans les erreurs de gestion que dans la structure même de la société ».

Nous ne voyons pas très bien la différence que peut faire Christian Pineau entre erreur de gestion et structure de la Société. Pour nous, la gestion est caduque parce que la société est mauvaise. Lorsque la société deviendra libre, lorsque la gestion sera remise aux mains d'une C.G.T., d'une F.O. ou d'une C.F.T.C., mais uniquement aux mains

des travailleurs sans distinction d'opinion — la crise du rail sera résorbée d'un coup.

Lorsque nous disons que la gestion doit revenir aux travailleurs sans distinction d'opinion, nous comprenons comme travailleurs ceux qui réellement travaillent et nous en excluons tous les chefs, tous les cadres, toute la maîtrise, toute la hiérarchie.

Christian Pineau pour un ancien syndicaliste a eu encore une autre phrase malheureuse lorsqu'il a dit : « Quand les cheminots se mettent en grève, ils ne luttent pas contre un patron, ils lésent l'usager qui est privé de moyen de transport et le contraindre à payer les frais de la grève ».

Alors, Christian Pineau, pour vous, les cheminots n'ont pas de patron, que faites-vous donc de l'Etat ? Vous oubliez les principes élémentaires du syndicalisme, vous avez oublié depuis que vous êtes dans les rouages de l'Etat que la Charte d'Amiens disait que l'Etat est un des ennemis principaux de la classe ouvrière.

Si les cheminots se sentent opprimés par l'Etat — qui est, que vous le vouliez ou non leur patron — il est logique, il est normal qu'ils se mettent en grève.

La Fédération des Travailleurs du Rail C.N.T. restera, quoi qu'il arrive, la troupe de choc de défense des cheminots.

Comme nous avons barré la route à la dictature de M. Lemaire.

Comme nous barrons la route au fascisme de Tournemine.

Christian Pineau nous trouvera sur sa route, s'il veut porter atteinte aux droits et à la liberté des cheminots.

Si Christian Pineau ministre, diffère de Christian Pineau socialiste, lui seul en portera la responsabilité.

Raymond BEAULATON.

CHEMINOTS !

Retenez la date des 8 et 9 octobre
Le 3^e Congrès National de la Fédération des Travailleurs du Rail se tiendra à Paris
Prenez dès maintenant vos dispositions.
Pas un Syndicat ne doit être absent.
Les cheminots belges, espagnols, anglais enverront des délégations.

par TRENCOSERP

Mais il y a mieux : dans le bulletin de la section fédérale du bâtiment et des travaux publics, « Le Bâtisseur » n° 3, on peut lire un article leader intitulé : Défendons les revendications des ouvriers à tâche ou aux pièces. Le titre seul suffit et on pourrait se passer de lire l'article. Cependant, certains passages méritent d'être notés en épique.

Voici donc les arguments du « camarade » Arrachart. Il faut réaliser l'Unité. Or, jusqu'à présent, les tâcherons étaient considérés par les vrais syndicalistes comme des gommeurs et des traîtres. Des gommeurs, parce que ne songeant qu'à leur profit matériel, des traîtres pour le tort qu'ils portaient à leurs camarades. M. Arrachart leur trouva des excuses et il écrit : « Mais pour qui connaît l'angoisse du père de famille, rongé d'inquiétude au sort de ses enfants, il est facile de comprendre l'attrait que comporte la possibilité de gagner quelques centaines de francs de plus par jour ».

Vous connaissez l'angoisse du père de famille ? Il y a pourtant la « Caisse de Compensation » créée par les patrons de combat d'action française. Faire des enfants est devenu une nouvelle industrie pour pas mal de faîneants. Alors la mesure est comble, on fournit au patronat et à l'Etat de la chair à travail et de la chair à canon, et puis on travaille à la tâche, c'est-à-dire au rabais, en portant ainsi un tort considérable aux camarades qui, s'ils n'ont pas à charger une famille très nombreuse, n'en ont pas moins besoin de vi-

vre eux aussi. Depuis sa fondation, la G.G.T. a toujours combattu le travail à la tâche et Arrachart le reconnaît lui-même quand il écrit ces lignes :

« Au lieu de défendre les revendications de leurs camarades de classe, pour empêcher les patrons de les exploiter au avantage, trop de nos militants se contentent de les traiter de tâcherons, de pié-gards et d'autres noms plus méprisants encore. Le seul résultat est la division entre les travailleurs et l'affaiblissement des organisations syndicales, ce qui donne des possibilités plus grandes au patronat ».

Ce ne sont donc pas les jean-foutres travaillant aux pièces qui donnent au patronat des possibilités plus grandes ? Essayons de comprendre le raisonnement d'Arrachart. Il lui faut des cotisations, quelle que soit leur origine. C'est ça, pour lui et ses pareils, l'unité syndicale : que tous, les inconscients, les alcooliques, les lapins, les pleutres, les mouchards, comme les autres, chachent au bassin et contribuent à remplir la caisse confédérale, pour le reste on s'en fout.

Enfin, voici le bouquet, nous le gardions comme il se doit « pour la bonne bouche », mais déjà de nombreux camarades en ont eu la primure. Dans les chantiers, où les coccus tiennent le haut du pavé, et reconnaissons que c'est dans la plupart, ils ont apposé une affiche annonçant la parution d'une revue (syndicaliste) qui doit s'appeler... qui doit s'appeler « Servir » et servir la France.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2